



ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° 071N/2026 - Page 1 / 2

REGLEMENTATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
TRAVAUX DE RACCORDEMENT EAUX
SENTE DU FOND DES GRANGES
DU 02 AU 08 AVRIL 2026

Le Maire de la Commune de Neauphle-le-Château,
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2213-6,
Vu le Code de la Sécurité Intérieure, notamment l'article L 511-1,
Vu le Code de la Route, notamment les articles L 411-1 et R 417-10,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu l'avis favorable du service urbanisme de la commune (PC7844221Y0010),
Vu la demande en date du 20 mars 2026, formulée par Monsieur Gery BOUSIGNE représentant la société BOUSIGNE SAS sise 8 bis, rue de la Vierge 78640 Villiers-Saint-Frédéric, d'autorisation d'occuper le domaine public pour effectuer des travaux de raccordements aux réseaux d'eaux pour la construction au 8, sente du Fond des Granges à Neauphle-le-Château,
Considérant qu'il incombe au Maire, au titre de ses pouvoirs de police, de prendre toutes les mesures propres à assurer le bon ordre, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation

Le bénéficiaire, Monsieur Gery BOUSIGNE représentant la société BOUSIGNE SAS sise 8 bis, rue de la Vierge 78640 Villiers-Saint-Frédéric, est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande :

Occupation du domaine public pour effectuer des travaux de raccordements aux réseaux d'eaux pour la construction au 8, sente du Fond des Granges à Neauphle-le-Château,

Du 02 au 08 avril 2026 inclus.

A charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Circulation

Le bénéficiaire est autorisé à fermer le chemin sur la partie non carrossable. Il devra signaler l'interdiction aux piétons, dès l'intersection avec la route de Saint-Germain et de l'autre côté à l'intersection avec le chemin de la Chapelle Saint-Maur [chemin fermé à XXm].

Article 3 : Sécurité et signalisation

Le bénéficiaire devra s'assurer de sécuriser son installation conformément à la réglementation en vigueur.

Le présent arrêté devra être affiché sur place par le bénéficiaire.

Article 4 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.





ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° 071N/2026 - Page 2 / 2

Article 5 : Validité et renouvellement de l'arrêté - Remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une **durée de 7 jours à compter du 02 avril 2026**.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire présente autorisation. En l'absence d'état des lieux initial, le domaine public sera considéré comme ayant été neuf avant l'usage de l'autorisation d'occupation délivrée.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié, publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Neauphle-le-Château.

Article 7 : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Neauphle-le-Château, le 20 mars 2026



Madame le Maire

Elisabeth SANDJIVY